



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Réforme Blanquer : Non au lycée de la sélection et du tri

Si le ministre a évacué les propositions les plus impraticables du rapport Mathiot, le projet de réforme du baccalauréat et du lycée qu'il vient de présenter n'en demeure pas moins inacceptable.

Pour les élèves, ce projet construit un lycée du tri et de l'orientation précoce.

Les disciplines de spécialités sont mises en place pour permettre d'évaluer les attendus prévus par la réforme Vidal et ce n'est ainsi pas un hasard que leur évaluation au baccalauréat soit avancée au printemps pour leur prise en compte dans Parcoursup.

Le lycée général que l'on nous propose n'est, finalement, qu'une façon d'orienter les élèves vers le supérieur, dès la fin de seconde, par leurs choix de disciplines de spécialités.

Quant à la fin officielle des séries, on ne peut que constater qu'elles sont, en réalité, maintenues, avec une spécialisation accrue en terminale. Le fait qu'elles n'aient plus d'existence officielle semble donc, au mieux, un artifice cosmétique, au pire, une possibilité d'économies avec des regroupements de classes.

Le maintien des séries technologiques serait à ce titre plutôt une bonne nouvelle, si cela ne confirmait pas que cette voie ne pourra pas répondre aux attendus des universités. À part les IUT, on voit donc mal quelle poursuite d'études serait possible pour les bachelier·ères technologiques.

La ministre de l'enseignement supérieur cherche à imposer la sélection à l'entrée de l'université, celui de l'Éducation nationale cherche donc à le faire dès la seconde pour les élèves des voies générales et technologiques. Pour celles et ceux de la voie professionnelle, sélectionné·es dès la 3^{ème}, ne restera « *au mieux* », comme poursuite d'études, que les places que l'institution voudra bien leur laisser en section de technicien supérieur.

Le projet tourne ainsi le dos à un lycée émancipateur, aboutissement de la construction d'une culture générale et technologique commune et va aggraver les déterminismes sociaux déjà à l'œuvre dans le choix des séries, entre les élèves des milieux favorisés, qui sauront choisir les bonnes spécialités en fonction des « *attendus* » de Parcoursup et les autres.

Il risque également d'accroître les disparités territoriales entre établissements en mesure de proposer tous les duos de spécialités, voire d'offrir un duo « maison », et les autres.

Quant au baccalauréat, sa vocation de 1^{er} grade universitaire, ouvrant aux bachelier·ères les licences de leur choix, serait gravement remise en cause avec le poids du contrôle continu et la sélection découlant de la prise en compte des seules épreuves de spécialités.

Pour les personnels, la question des postes demeure suspendue aux annonces de dotation de... 2019 (tout comme les dédoublements de classe dans le cycle terminal).

De même, l'avenir de certaines disciplines pose question et dépendra très fortement des choix d'élèves, mais aussi des futurs programmes, notamment dans les spécialités et disciplines aux intitulés flous.

La CGT Educ'action refuse ce projet proprement réactionnaire et le combattra, comme elle combat l'introduction de la sélection à l'université qui n'est que l'autre face d'une même pièce. Elle appelle dès maintenant les personnels à construire la mobilisation avec les personnels de l'enseignement supérieur, les étudiant·es et les lycéen·nes.

Montreuil, le 14 février 2018